



Syndicat National des Personnels de
l'Éducation et du Social
Protection Judiciaire de la Jeunesse
Fédération Syndicale Unitaire
54 rue de l'Arbre Sec 75001 PARIS
Tél : 01 42 60 11 49 - Fax : 01 40 20 91 62
snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr
www.snpespjj-fsu.org
<https://www.facebook.com/Snpes-Pjjfsu-1168350556516481/?ref=nf>
<https://twitter.com/snpespjj>



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Le SNPES-PJJ/FSU appelle à participer massivement à la déferlante féministe « Nous Toutes » le 24 novembre

Pour dire « Stop aux violences sexistes et sexuelles », nous marcherons avec « Nous Toutes » partout en France le samedi 24 novembre, veille de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

Un an après l'affaire Weinstein et l'émergence de #Me Too et #Balance ton porc, la lutte contre les violences faites aux femmes est toujours d'une brûlante actualité.

Depuis des décennies, le SNPES-PJJ/FSU s'engage fortement, à tous les niveaux, pour que cessent les violences envers les femmes. Avec le Collectif National pour les Droits des Femmes (CNDF), notre syndicat s'investit tous les ans dans la journée internationale de mobilisation contre les violences faites aux femmes le 25 novembre.

Cette année, c'est le collectif #NousToutes, composé d'associations féministes, de syndicats (FSU, CGT, CFDT, Solidaires..) et de femmes dont de nombreuses jeunes militantes qui organise les mobilisations sur les régions et à Paris, avec une forte mobilisation via les réseaux sociaux. 95 comités locaux se sont créés à l'initiative des associations féministes locales ou de femmes souhaitant participer à cette initiative. Ce collectif s'est construit pour : « exiger que les femmes vivent en liberté, sans injures, ni menaces, sans sifflements ni harcèlement, sans persécutions, ni agressions, sans viols, sans blessures, sans mutilations, sans meurtres. ».

Les mobilisations (rassemblements, conférences de presse, manifestations.....) de cette année se dérouleront le samedi 24 novembre. Le SNPES-PJJ et sa fédération, la FSU sont parties prenantes de cette organisation et signataires de la tribune de 100 syndicalistes féministes contre les violences faites aux femmes au travail.

Parce que dans le secteur privé, comme dans la Fonction Publique, les femmes sont victimes de sexisme et de violences sexuelles. 80 % des femmes déclarent avoir déjà subi des propos sexistes sur leur lieu de travail, 32 % du harcèlement ou une agression sexuelle et plusieurs milliers y sont violées *.

Après l'élection d'Emmanuel Macron, le gouvernement d'Édouard Philippe a annoncé que l'égalité entre les femmes et les hommes était une grande cause du quinquennat. Mais plusieurs associations dont l'Association de luttés contre les violences faites aux Femmes au Travail (AVFT), malgré une augmentation d'environ 30% des appels téléphoniques et des demandes d'accompagnement, n'ont pas vu leurs moyens augmenter. En conséquence, l'AVFT a même été contrainte de fermer sa ligne d'appel téléphonique plusieurs mois.

Le ministère de la Justice et la Protection Judiciaire de la Jeunesse ne sont pas épargnés. En tant que professionnel.le.s ou militant.e.s syndicalistes, nous sommes confronté.e.s à des situations où des femmes – collègues, familles ou jeunes suivi.e.s – sont victimes de violences. Elles ont des conséquences lourdes sur celles qui les subissent. Il est toujours très pénible et difficile de les évoquer. Nombreuses sont les victimes qui présentent des signes de traumatisme pas toujours simples à déceler et il n'est pas rare qu'elles soient désorientées ou encore que certains faits mentionnés semblent incohérents.

Dans le cadre de notre travail d'accompagnement d'adolescent.e.s en difficulté, nous rencontrons des jeunes victimes de violences sexuelles, du système prostitutionnel, voire des réseaux sociaux, mais aussi auteur.e.s, ou encore co-victimes de violences conjugales.

Service public d'éducation, la PJJ a un rôle majeur à tenir dans la prévention auprès des jeunes pris.e.s en charge, par la déconstruction des stéréotypes de genre qui alimentent et accréditent les violences envers les femmes. De notre place de professionnel.le.s, chacun.e dans sa fonction, nous devons écouter, soutenir, conseiller, orienter.

Qu'une femme meure tous les trois jours sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint, que des enfants et adolescent.e.s soient marqué.e.s à vie par les violences qu'ils et elles ont subi n'est plus acceptable.

Pour exiger une réelle mobilisation des pouvoirs publics contre les violences faites aux femmes. avec la mise en place d'un plan d'urgence.

Parce qu'arrêter les violences ne peut se faire sans un changement global des rapports entre les femmes et les hommes....

Le 24 novembre prochain, nous marcherons !

Le SNPES-PJJ/FSU appelle tous les agents à signer l'appel de #NousToutes et à participer aux mobilisations organisées ce jour là, à Paris ou en régions pour dénoncer et refuser les violences envers les femmes et rappeler que l'Égalité Femmes/Hommes a été déclarée grande cause nationale !

* Sources : Enquête CSEP (2015), Enquête Ifop (2018), Enquête CVS (2017)

Carte des marches locales : <https://www.google.com/maps/d/viewer?mid=1T-1Qa6lcAMbulwLa4ocPNHd0doqe8636&ll=47.19525259232751%2C0.7917949101562272&z=5>

Pétition mise en ligne : <http://change.org/jemarchele24>

#NousToutes sur les réseaux sociaux :

- Facebook : <https://www.facebook.com/NousToutes241118/>

- Twitter : http://twitter.com/nous_toutes

- Instagram : <https://www.instagram.com/noustoutes2411/>

- Youtube : <https://www.youtube.com/channel/UCzT7hZBIPVbyqaB-D6X5dkA>